

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.P.)

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS
TERRES & MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRES & MERS
HOTEL COMMUNAUTAIRE
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX**

Cahier des Clauses Particulières numéro : 18-055

**établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés
publics et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :**

**MAINTENANCE SUR LES EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE A
L'AEROPORT DE CALAIS-DUNKERQUE**

**Procédure adaptée en application de l'(des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars
2016 relatif aux marchés publics.**

Date et heure limites de remise des offres : 19-11-2018 à 11:30

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. - Objet de l'accord-cadre
2. - Décomposition de l'accord-cadre
 - 2.1. - Allotissement
 - 2.2. - Forme de l'accord-cadre
3. - Généralités
 - 3.1. - Pièces contractuelles
 - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
 - 3.3. - Protection de l'environnement
 - 3.4. - Réparation des dommages
 - 3.5. - Assurances
 - 3.6. - Autres obligations
4. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations
 - 4.1. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution
 - 4.2. - Exécution complémentaire
 - 4.3. - Pénalités de retard
 - 4.4. - Primes pour réalisation anticipée des prestations
5. - Prix et règlement
 - 5.1. - Contenu des prix
 - 5.2. - Variation des prix
 - 5.3. - Modalités de règlement
 - 5.4. - Périodicité des paiements
 - 5.5. - Avance
 - 5.6. - Sûretés
 - 5.7. - Pénalités diverses
 - 5.8. - Pénalités d'indisponibilité
6. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.1. - Lieu d'exécution
 - 6.2. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.3. - Clauses techniques
7. - Constatation de l'exécution et garantie
 - 7.1. - Vérifications
 - 7.2. - Admission
 - 7.3. - Garantie
8. - Dispositions diverses
 - 8.1. - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations
 - 8.2. - Autres dispositions
9. - Résiliation
10. - Litiges et différends
11. - Dérogations aux documents généraux

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

MAINTENANCE SUR LES EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE A L'AEROPORT DE CALAIS-DUNKERQUE

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 3 lots :

Lot n° 1 : MAINTENANCE DES VEHICULES D'INCENDIE

Lot n° 2 : MAINTENANCE DES APPAREILS RESPIRATOIRES

Lot n° 3 : MAINTENANCE DU MATERIEL D'INTERVENTION

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande avec minimum et/ou maximum, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Elles sont susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Montant Minimum par an	Montant Maximum par an
Lot 1 - MAINTENANCE DES VEHICULES D'INCENDIE	0,00 € HT	26 500,00 € HT
Lot 2 - MAINTENANCE DES APPAREILS RESPIRATOIRES	0,00 € HT	5 000,00 € HT
Lot 3 - MAINTENANCE DU MATERIEL D'INTERVENTION	0,00 € HT	5 000,00 € HT

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- les pièces particulières, annexes éventuelles.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

- a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail;
- b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.

(Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion de l'accord-cadre, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- a) Sa date d'embauche ;
- b) Sa nationalité ;
- c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution de l'accord-cadre et avant la notification de l'accord-cadre, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

A savoir :

- a) Le certificat social URSSAF, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000€ le candidat et futur attributaire de l'accord-cadre doit fournir avant la notification de l'accord-cadre puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance).

4) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3-3-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-4-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5-Autres obligations

3-5-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 32.1 du CCAG FCS).

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 An(s), à compter de la notification du marché.

L'accord-cadre est reconductible 1 fois, pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 2 An(s).

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non l'accord-cadre. La notification de cette décision doit intervenir 3 mois avant la fin de la période de validité en cours.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article 16 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

Le mandatement certifie que la prestation /la livraison a été exécutée/livrée dans les délais.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, et selon les modalités suivantes :

Toutes les modifications au contrat feront l'objet d'un avenant

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

5-2-Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

A titre principal, les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

Lot n° 1 : $P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{ICHT-IME}(n)/\text{ICHT-IME}(o)]$

Lot n° 2 : $P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{ICHT-IME}(n)/\text{ICHT-IME}(o)]$

Lot n° 3 : $P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{ICHT-IME}(n)/\text{ICHT-IME}(o)]$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;

- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

Lot n° 1 = ICHT-IME : Coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électromécaniques

Lot n° 2 = ICHT-IME : Coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électromécaniques

Lot n° 3 = ICHT-IME : Coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électromécaniques

Les index sont publiés à la revue "le moniteur".

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra à la date anniversaire du contrat.

Si l'index correspondant n'est pas connu lors des premiers règlements, une révision provisoire sera calculée, puis un rattrapage réalisé pour obtenir la révision définitive une fois cet index connu.

Le calcul du coefficient de variation des prix se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date d'exécution des prestations.

Les modalités de révision des prix diffèrent selon les lots et sont les suivantes :

Lot	Mois 0	Périodicité du calcul	Décalage de lecture des index
01	Mois de remise des offres	Périodicité définie	3 Mois
02	Mois de remise des offres	Périodicité définie	3 mois
03	Mois de remise des offres	Périodicité définie	3 mois

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

1) Envoi papier

Les demandes de paiement sont adressées à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRE & MERS
DIRECTION FINANCIERE
76 BOULEVARD GAMBETTA

2) Envoi électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la demande de paiement peut ou doit être envoyée par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le caractère facultatif ou obligatoire de cet envoi électronique dépend de la taille du fournisseur ou du groupe dont il dépend. La facture électronique est obligatoire :

- A partir du 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés et plus CA de plus de 1,5 milliards €) et leurs sous-traitants
- A partir du 1er janvier 2018 : les entreprises de taille intermédiaire (ETI, 250 à 5 000 salariés et CA < 1,5 milliards €)
- A partir du 1er janvier 2019 : les petites et moyennes entreprises (PME 10 à 250 salariés et CA < 50 millions €)
- A partir du 1er janvier 2020 : les micro-entreprises (moins de 10 salariés et CA < 2 millions €)

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

5-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations seront effectuées à :

L'Aéroport de Calais-Dunkerque, avenue Henri Sainsart, 62 730 MARCK.

6-2-Conditions d'exécution des prestations

Les prestations étant réalisées sur un aéroport international, l'entreprise devra prévenir à minima la direction de l'aéroport ainsi que le service SSLIA au moins 5 jours ouvrés avant leur venue, sauf prestation à caractère urgent où dans ce cas l'information sera passée le plus tôt possible. L'entreprise devra attendre l'accord de l'aéroport, et respecter les éventuelles consignes données (balisage de l'intervention, horaires d'intervention, port de gilets jaunes etc....).

Tous les candidats reconnaissent s'être rendu compte des différentes prestations et pièces nécessaires à la bonne réalisation du marché.

Par ailleurs, l'ensemble des prestations de maintenance préventive seront intégrés à un planning annuel qui sera envoyé à chaque début d'année au Représentant du pouvoir adjudicateur..

6-3-Clauses techniques

6-3-1 Lot 1 : Maintenance des véhicules incendie

DESCRIPTION DES TRAVAUX.

Interventions préventives

A : Ensemble poudre :

Inspection périodique

Opération de contrôle, réalisée chaque année, permettant de s'assurer de la possible utilisation de l'équipement et comprenant :

- L'inspection visuelle de l'ensemble des éléments de l'équipement intérieure et extérieure (sphère, fixations, accessoires...).
- La vérification des bouteilles de chasse, et le rechargement si nécessaire.
- La vérification du bon état des équipements de sécurité
- La vidange de la sphère, notamment pour assurer son détassage

Requalification périodique

Cette opération, réalisée tous les dix ans, comprend :

- La vidange de la sphère et l'évacuation des déchets résultant de la requalification
- Démontage de l'ensemble de l'installation
- Inspection visuelle de l'ensemble des éléments
- La réalisation d'un essai d'épreuve sur la sphère par mise en pression suivant les recommandations des PV existants en annexe du présent marché.
- Le remontage et la remise en service de l'installation, avec remplacement de la soupape de sûreté
- Le remplissage de la sphère

Une fois l'opération terminée, le système sera en état de fonctionnement, avec tous les documents et attestations à l'appui suivant la réglementation en vigueur (PV, marquage ...).

B : Ensemble mousse :

Test de réfraction :

Opération de contrôle, réalisée chaque année, permettant de tester la qualité de la mousse comprenant :

- La récupération des échantillons nécessaires sur site
- La réalisation des différents tests en laboratoires suivant réglementation en vigueur et recommandation du fournisseur.

- La transmission des résultats, attestant de l'efficacité du produit en cas d'utilisation sur un incendie
- Le contrôle du moteur auxiliaire

Interventions correctives

Lorsque le technicien en charge des visites constatera des anomalies de fonctionnement, il en recherchera les causes et les signalera. Si des pièces sont à remplacer, le titulaire du marché fournira un devis de pièces et main d'œuvre pour remédier à la panne et ceci dans les 48h qui suivent la visite de diagnostic ; Ces devis reprendront autant que possible les articles et les prix indiqués au BPU. Si les pièces à fournir n'étaient pas prévues au BPU, et ne pouvaient pas être rattachées aux articles du BPU prévus pour les prestations hors bordereau, un avenant serait créé suivant le devis en question.

Une fois le bon de commande transmis pour la réparation, l'entreprise aura un délai de 48h pour intervenir, sauf indication contraire sur le bon de commande.

Interventions d'urgence et astreinte

Au vu de l'exploitation permanente de l'aéroport, et de l'importance d'avoir un niveau de sécurité constamment optimal, un service d'astreinte sera mis en place. En cas d'appel suite à un dysfonctionnement, l'entreprise titulaire du marché aura un délai de 12h pour prendre en charge l'intervention, et un délai de 24h pour remettre en service l'équipement (délai pour une opération standard, pouvant être allongé suivant la complexité de la réparation).

Carnet d'entretien

Un carnet d'entretien par véhicule est établi par le titulaire et mis à jour lors de chaque visite et de chaque dépannage par ce dernier.

Le document sera soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur lors de la notification du marché.

Il devra mentionner, pour toute intervention :

- La date de visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms lisibles et signatures des techniciens qui sont intervenus sur l'installation ;
- Les dates et causes des incidents ;
- La nature des observations, des interventions effectuées au titre de l'entretien ou du dépannage (qu'il s'agisse de travaux de modifications, de réglages ou de remplacements de Pièces).

Le carnet d'entretien sera consigné à l'aéroport.

La possibilité d'avoir ce carnet sous format numérique sur une plateforme web n'est pas obligatoire, mais serait une option envisageable.

6-3-2 Lot 2 : Maintenance des appareils respiratoires

DESCRIPTION DES TRAVAUX.

1. Interventions préventives

Vérification, réalisée tous les ans comprenant :

- Nettoyage et contrôle sur banc
- Vérification visuelle
- Vérification et réglage détendeur
- Vérification et réglage soupape
- Vérification flexibles
- Nettoyage et contrôle étanchéité masque
- Contrôle des clapets

Cette vérification peut être améliorée afin de répondre aux normes existantes, et donne lieu à un certificat de contrôle et bon fonctionnement.

2. Interventions correctives

Lorsque le technicien en charge des visites constatera des anomalies de fonctionnement, il en recherchera les causes et les signalera. Si des pièces sont à remplacer, le titulaire du marché fournira un devis de pièces et main d'œuvre pour remédier à la panne et ceci dans les 48h qui suivent la visite de diagnostic. Ces devis reprendront autant que possible les articles et les prix indiqués au BPU. Si les pièces à fournir n'étaient pas prévues au BPU, et ne pouvaient pas être rattachées aux articles du BPU prévus pour les prestations hors bordereau, un avenant serait créé suivant le devis en question. Une fois le bon de commande transmis pour la réparation, l'entreprise aura un délai de 48h pour intervenir, sauf indication contraire sur le bon de commande.

Carnet d'entretien

Un carnet d'entretien est établi par le titulaire et mis à jour lors de chaque visite et de chaque dépannage par ce dernier.

Le document sera soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur lors de la notification du marché.

Il devra mentionner, pour toute intervention :

- La date de visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms lisibles et signatures des techniciens qui sont intervenus sur l'installation ;
- Les dates et causes des incidents ;
- La nature des observations, des interventions effectuées au titre de l'entretien ou du dépannage (qu'il s'agisse de travaux de modifications, de réglages ou de remplacements de Pièces).

Le carnet d'entretien sera consigné à l'aéroport.

La possibilité d'avoir ce carnet sous format numérique sur une plateforme web n'est pas obligatoire, mais serait une option envisageable.

6-3-3 Lot 3 : Maintenance du matériel d'intervention

DESCRIPTION DES TRAVAUX.

1. Remplacement et fourniture de matériel

En cas de matériels défectueux, celui-ci sera remplacé suivant le bon fourni par la Communauté d'Agglomération Grand Calais, dans les délais indiqués sur le présent bon. Ces fournitures peuvent notamment être :

- Masse
- Hache/hachette
- Outil de déblai
- Echelle
- Cordage
- Clefs
- Pelle
- Couteau
- Lampe

L'ensemble des produits se trouve dans le bordereau du présent marché.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS et dans le délai maximum de 10 jours :

Vérifications quantitatives: 10 jours,
Vérifications qualitatives: 10 jours.

Le pouvoir adjudicateur peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérifications ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

7-2-Admission

Au vu des constatations de service fait in situ et au vu des rapports de visite ou des comptes rendus d'interventions, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

7-3-Garantie

Conformément à l'article 28.1 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 1 An(s).

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 5 jours pour effectuer toute mise au point ou toute réparation demandée.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCP

Fait à CALAIS le 02-11-2018.